

(N° 64)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1924.

PROJET DE LOI CONCERNANT LES EMPRUNTS A L'ÉTRANGER.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'Exposé général du Budget de 1925 fait allusion à un projet que le Gouvernement nourrissait depuis longtemps, mais dont la réalisation dépendait de la mise en équilibre définitive du Budget.

Il s'agissait de contracter à l'étranger des emprunts d'une ampleur suffisante pour répondre à l'objet qu'il assignait à sa conception et qui, il importe de le proclamer au seuil de cet Exposé, est loin de tendre à une augmentation nouvelle, pure et simple, de la dette de la Belgique.

Les pourparlers avec les banquiers sont maintenant arrivés à un point tel que le moment nous semble venu de soumettre aux Chambres les mesures que requiert l'exécution de ces vues.

Une première opération a été réalisée aux États-Unis, dans le courant de septembre dernier, à des conditions des plus honorables pour notre crédit, et avec un succès qui permettait d'augurer favorablement des suivantes. Nous voulons parler de l'Emprunt de 30 millions de dollars, à 6 1/2 %, destiné à la consolidation de bons du Trésor émis en 1920 et venus à échéance.

L'issue de la Conférence de Londres, la détente générale qui en est résultée, l'attitude prise par la Belgique ont largement contribué à créer cette atmosphère propice à nos desseins. Les sacrifices consentis en vue de l'assainissement de nos finances n'ont pas été moins bien appréciés à l'étranger. Les concours que nous rencontrons aujourd'hui, l'aide financière nouvelle et considérable qui nous est assurée ou promise, sont le fruit de nos efforts.

Ce sont encore, dans la plus large mesure, des emprunts de consolidation que nous avons le ferme espoir de placer successivement sur les marchés étrangers, et en particulier sur ce grand marché de New-York qui s'ouvre à nous dans des sentiments si flatteurs, puisqu'ils ne répondent plus seulement à une pensée d'aide généreuse et apitoyée, mais à la confiance qu'inspirent les destinées d'une

Nation manifestement aiguillée sur la route de la définitive et complète restauration. Seulement, à la différence du précédent, ces emprunts nous amèneront à des ressources fraîches et, en permettant, comme il va être expliqué, de rendre la disponibilité à une masse importante de capitaux belges, apporteront à notre propre marché un soulagement particulièrement appréciable en cette période de tension.

Emprunts de consolidation, disons-nous. Le Gouvernement a, en effet, décidé d'affecter 50 % des ressources à provenir des opérations en perspective — 100 millions de dollars approximativement — à l'œuvre des dommages de guerre, c'est-à-dire à la transformation d'une dette intérieure existante. A concurrence de moitié, les emprunts nouveaux se substitueront à un capital correspondant en titres de dommages de guerre à l'échéance du 1^{er} janvier 1925, rachetés par l'Association Nationale des Industriels et Commerçants que la loi du 27 mars 1924 a appelée à l'existence dans cette vue.

Ayant groupé immédiatement des adhérents, créanciers de l'État pour un montant d'environ 2 milliards, l'Association fut autorisée, par l'arrêté royal du 26 mai 1924, pris en exécution de ladite loi, à émettre un emprunt pour un chiffre correspondant. Cet emprunt, du type 6 % est en voie de réalisation. Mais notre marché, sollicité de tant de côtés à la fois, par l'État, par les communes, par nos grandes industries, par les banques, n'était évidemment pas de taille à absorber d'un coup une offre de pareille ampleur. Il y faudra du temps, et, dans l'intervalle, la situation de l'Association demeure incertaine. Elle a racheté de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie les promesses souscrites par ses adhérents en même temps que les titres de dommages de guerre délivrés par l'État qui servaient de gage à l'appui de ces promesses et qui doivent être annulés. Mais la Société Nationale n'est pas payée : elle a accepté provisoirement les obligations de l'Emprunt 6 %, dont elle poursuit la vente, et reste créancière de l'Association pour toute la part non vendue. Cette part est trop considérable pour que la situation puisse perdurer sans grand dam pour l'achèvement même de la mobilisation des dommages industriels et, surtout, pour la continuation de l'œuvre essentielle assignée par ses fondateurs à la Société nationale de Crédit, c'est-à-dire l'octroi à nos commerçants, à nos industriels, du crédit à long ou à moyen terme, de crédit d'exportation. Rôle plus indispensable que jamais, dans les conjonctures économiques où le pays se trouve placé.

Les prélèvements sur l'emprunt extérieur permettront de mettre un terme à ces difficultés. Les arrangements auxquels la Banque Nationale de Belgique a bien voulu se prêter, avec un désintéressement qu'il importe de souligner ici, auront pour effet de rendre à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie la disponibilité d'une large part des capitaux employés par elle à la mobilisation des dommages de guerre, tout en évitant de réaliser immédiatement la masse de devises procurée par les emprunts et à laquelle un autre rôle, non moins important, est assigné dans notre conception, commune d'ailleurs avec celle de la Banque elle-même, et dont il va être parlé.

En affirmant, dans les premières lignes de cet exposé, que l'intention du Gouvernement n'est point de profiter des facilités qui s'offrent à lui pour

accroître encore, s'abandonnant à une politique qu'il répudie, la dette publique d'un nombre imposant de millions, nous songions à une seconde destination, non moins opportune que celle qui vient d'être indiquée.

Notre Colonie a un besoin impérieux de capitaux afin d'assurer le développement de son outillage économique. Nous pensons rencontrer trop bien sur ce point, Messieurs, votre sentiment unanime pour y insister longuement. Or, pour les raisons trop connues que nous avons rappelées dans les lignes qui précèdent, notre marché apparaît impuissant à fournir, en quantité suffisante, ces ressources indispensables à une œuvre dont l'économie nationale est appelée à recueillir un si large bénéfice. Si jamais l'emprunt extérieur a pu trouver sa justification, c'est assurément lorsqu'il est employé à la mise en valeur d'un pays neuf.

Dans une pensée que les Chambres approuveront, nous en sommes persuadés, il nous a paru que la solution la meilleure consisterait à faire à la Colonie sa part dans l'utilisation des fonds procurés par l'opération d'ensemble, réalisée sous la seule signature de la Métropole. Une convention entre l'État belge et l'Administration du Congo réglerait les conditions de la rétrocession qui porterait, selon nos prévisions, sur le quart environ du total et pourrait atteindre le montant 25 millions de dollars.

La dette propre à la Belgique ne se trouverait ainsi accrue qu'en apparence, et sa Colonie, dotée de moyens d'action stables, se verrait en mesure, à la fois, de mener de l'avant les grands travaux d'utilité publique et d'éteindre, au soulagement du marché national, les emprunts à court terme auxquels elle s'est vue contrainte de recourir.

* .

Il nous reste, Messieurs, à exposer la troisième partie du plan résumé dans le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations. Ce n'en est pas la moins importante. Même il nous semble permis de dire qu'en dehors des considérations qui viennent d'être développées, elle motiverait à elle seule la conception d'une opération de crédit mettant à la disposition du pays un avoir important en change sur l'étranger.

L'exemple d'un pays ami a montré ce que pouvait une pareille arme, habilement maniée, contre les menées d'une spéculation malveillante ou sans scrupule. L'orage qui nous menaçait, en même temps que nos voisins, s'est éloigné de nos têtes, pour toujours, il faut l'espérer. Mais notre devise n'en demeure pas moins sujette à des fluctuations incessantes, disproportionnées aux causes réelles qui en peuvent influencer la valeur intrinsèque, une incertitude funeste continue de peser sur les opérations commerciales et industrielles saines pour lesquelles le change représente un élément impossible à éliminer.

Atténuer ces soubresauts, régulariser la courbe, tendre progressivement vers la situation meilleure que justifie l'admirable effort de nos industriels, de nos travailleurs, de nos commerçants : tel est le but qui s'impose à ceux qui ont charge de notre santé économique.

Assurément, une masse de manœuvre n'y peut suffire; il la faudrait inépuisable. Le « volant de change » n'est qu'un adjuvant; dans les effets que l'on en peut attendre, l'influence morale l'emporte sans doute sur le pouvoir matériel, et, en définitive, le résultat dépend beaucoup plus de la réalisation de ces conditions foncières, tant de fois définies : l'équilibre réel d'un Budget sincère, la limitation des emprunts publics aux seules dépenses de capital urgentes et productives, la régression du flot de la dette à court terme, la compression impitoyable de l'inflation fiduciaire, l'économie chez l'État comme chez les particuliers, la lutte des producteurs pour le redressement de la balance économique.

Le Gouvernement a conscience d'apporter sa part à ce commun effort. C'est sur son œuvre que se portent, en premier lieu, les regards de l'étranger, l'élan de confiance qui se traduit par l'apport de capitaux ne réaliserait-il pas, à cet égard, le plus éloquent des témoignages ?

La Banque d'émission détient un rôle non moins capital, sa situation est un autre baromètre de l'atmosphère économique. Au cours de la longue crise que le pays vient de traverser, la Banque Nationale de Belgique n'a point failli à sa haute mission. A cette heure où le ciel se rassérène, où les facteurs d'espérance s'affirment et se multiplient, elle a pensé qu'il était de son devoir d'offrir à l'État son concours dans l'action auxiliaire, mais incontestablement efficace, qu'une politique des changes, mûrement concertée et opportunément conduite, peut exercer sur la tenue générale du marché.

Une convention fixera les conditions auxquelles la Banque Nationale assumera cette mission, sous le contrôle du Ministre des Finances. Dès à présent, la Banque Nationale est décidée à prendre sa large part des charges de l'entreprise, non seulement en assumant gratuitement l'exécution des opérations nécessaires, mais encore en abandonnant à l'État le produit d'une portion de son portefeuille étranger. Il est, en effet, dans les possibilités que les opérations entraînent à des sacrifices pour l'État. Mais de tels sacrifices ne seront en aucun cas disproportionnés aux avantages inestimables qu'une régularisation du change, une amélioration définitive du franc belge, vaudrait au pays tout entier, jusqu'aux couches les plus profondes de la population. Aucune dépense n'aura jamais été faite à meilleur escient.

L'urgence qui s'attache à l'examen du présent projet de loi me conduit, Messieurs, à demander que la discussion en soit jointe à celle du Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1925.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 DECEMBER 1924.

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE LEENINGEN IN DEN VREEMDE.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Algemeene Toelichting der Begrooting over 1925 maakt gewag van een ontwerp dat de Regeering reeds lang koesterde, maar dat niet kon ten uitvoer gelegd worden zoolang de Begrooting niet voorgoed in evenwicht gebracht was.

Het ging er om in het buitenland leeningen aan te gaan, hoog genoeg om te beantwoorden aan het doel dat hun ten grondslag ligt en dat — het komt er op aan reeds bij de eerste woorden dezer Toelichting de aandacht daarop te vestigen — op ver na niet leidt tot een gewoonweg nieuwe verhooging van 's Lands openbare schuld.

De onderhandelingen met de bankiers zijn reeds zóó ver gevorderd dat het oogenblik gekomen schijnt om aan de Kamers de maatregelen te onderwerpen welke de ten uitvoerlegging van die inzichten vergt.

Een eerste verrichting werd, in September laatstleden, in de Vereenigde-Staten, bewerkstelligd tegen voorwaarden die ons crediet de meeste eer aandeden, en met eenen bijval die voor de volgende verrichtingen het beste deed verhoppen. Wij bedoelen de leening van 30 millioen dollar, 6 1/2 %, bestemd tot consolideeren der in 1920 uitgegeven en thans vervallen Schatkistbons.

De afloop van de Londensche Conferentie, de algemeene ontspanning die er uit voortgevloeid is, de door België aangenomen houding, hebben er machtig toe bijgedragen om eene voor onze plannen gunstige stemming tot stand te brengen. De offers die wij ons getroost hebben voor het saneeren onzer financiën werden in het buitenland niet minder gewaardeerd. De medewerking welke ons thans verleend wordt, de nieuwe en aanzienlijke financieele hulp welke ons verzekerd of beloofd is, zijn de vrucht onzer krachtsinspanningen.

Het zijn nog, in de ruimste mate, leeningen tot consolideering welke wij de

vaste hoop hebben achtereenvolgens op de vreemde markten te plaatsen en inzonderheid op die groote markt van New-York, die zich voor ons met de meest vleiende gevoelens openstelt, vermits deze niet meer enkel beantwoorden aan eene gedachte van edelmoedige en meewarig hulp maar aan het vertrouwen op de toekomst eener Natie die voorgoed den weg van een definitief en volledig herstel heeft ingeslagen. Doch die leeningen verschillen van de voorgaande doordat zij ons versehe middelen zullen verschaffeu en onze eigen markt eene, in dezen crisistijd inzonderheid op prijs te stellen verlichting zullen bezorgen wijl zij, zooals hierna zal worden uiteengezet, een aanzienlijke massa Belgische kapitalen zullen beschikbaar maken.

Leeningen tot consolideering, zeggen wij. De Regeering heeft inderdaad besloten 50 ten honderd van de opbrengst der ontworpen verrichtingen — ongeveer 100 millioen dollar — aan te wenden tot het werk der oorlogsschade. 't is te zeggen, tot de omzetting eener bestaande binnenlandsche schuld. Ten beloope van de helft, zullen de nieuwe leeningen de plaats innemen van een overeenstemmend kapitaal in titels der oorlogsschade welke op 1 Januari 1925 vervallen en teruggekocht werden door de Nationale Vereeniging van Handelaars en Nijveraars die juist daarom bij de wet van 27 Maart 1924 opgericht werd.

Schuldeischers van den Staat voor een bedrag van ongeveer 2 milliard sloten zich onmiddellijk bij de vereeniging aan; deze werd dan ook bij Koninklijk besluit van 26 Mei 1924, genomen in uitvoering van gezegde wet, er toe gemachtigd eene leening van dat bedrag uit te geven. Die leening, van het type 6 ten honderd, is thans in gang. Onze markt die langs alle kanten te gelijk, door den Staat, door de gemeenten, door onze groote nijverheidstakken, door de banken aangesproken wordt, is er natuurlijk niet tegen opgewassen om zoo maar in eens een zoo aanzienlijk aanbod op te storten. Zulks zal veel tijd vergen en, in afwachting, blijft de toestand van de Vereeniging onzeker. Zij heeft van de Nationale Vennootschap voor crediet aan de Nijverheid de door hare leden onderschreven promessen teruggekocht terzelfder tijd als de door den Staat uitgegeven titels welke tot waarborg voor die promessen dienden en die moeten ongeldig gemaakt worden. Maar de Nationale Vennootschap is niet betaald: voorloopig heeft zij obligaties der leening 6 ten honderd aangenomen welke zij bezig is te verkoopen en blijft zij schuldeischer van de Vereeniging ten beloope van het niet verkochte deel.

Dat deel is al te aanzienlijk opdat de toestand kunne verder duren zonder groot nadeel voor de voltooiing zelf van de mobilisatie van de nijverheidsschade en, inzonderheid, voor het doordrijven van het doel dat de oprichters van de Nationale Vennootschap haar voorgeschreven hebben, 't is te zeggen, het verleenen aan onze handelaars, aan onze nijveraars, van crediet op langen of gemiddelden termijn, van crediet voor den uitvoer: rol die de Vennootschap, in den economischen toestand waarin het land zich bevindt, meer dan ooit moet vervullen.

De voorafnemingen op de buitenlandsche leening zullen toelaten aan die moeilijkheden een einde te stellen.

De maatregelen, waartoe de Nationale Bank van België zich heeft willen leenen

met eene onbaatzuchtigheid waarop hier nadruk dient gelegd, zullen aan de Nationale Vennootschap voor Crediet aan de Nijverheid toelaten te beschikken over een groot deel der kapitalen die door haar gebruikt worden tot de mobilisatie der oorlogsschade, zonder de door de leeningen bezorgde massa deviezen onmiddellijk te moeten verzilveren, massa die, naar onze opvatting, evenals trouwens naar die der Nationale Bank, een niet minder belangrijke rol te vervullen heeft zooals hierna zal worden gezegd :

Wanneer wij, in de eerste regelen dezer toelichting, zegden dat de Regeering niet voornemens is gebruik te maken van de inschikkelijkheden welke haar aangeboden worden om de openbare schuld met een ontzaglijk aantal millioenen te vermeerderen en alzoo eene politiek te volgen welke zij afkeurt, dachten wij aan een tweede bestemming die niet minder voegzaam is dan de eerste.

Onze Kolonie heeft dringende behoefte aan kapitalen om haar economische uitrusting te kunnen ontwikkelen. Wij meenen, mijne Heeren, dat wij ten deze uw eenparig gevoelen maar al te wel vertolken, om er lang hoeven bij stil te staan. Doch lijkt onze markt, om de overbekende redenen waaraan wij hierboven herinnerd hebben, niet bij machte om in voldoende mate de hulpmiddelen te verstrekken, welke onontbeerlijk zijn voor een werk waarvan 's lands economie zooveel profijt te verwachten heeft. Indien ooit voor een buitenlandsche leening eene billijking bestaan heeft, dan is het stellig wel wanneer zij aangewend wordt om een nieuw land rendearend te maken.

Met eene gedachte, waarvan wij de overtuiging koesteren dat de Kamers er hunne goedkeuring zullen aan hechten, scheen ons de beste oplossing hierin gelegen de Kolonie haar deel te schenken in het tennuttemaken van de gelden der leeningverrichting, die met de onderteekening van het Moederland alleen zal geschieden.

De voorwaarden van den wederafstand, die naar onze voorzieningen ongeveer op het vierde van het totaal zou loopen en het bedrag van 25 millioen dollar zou kunnen bereiken, die voorwaarden zouden bij eene overeenkomst tusschen den Belgischen Staat en het Beheer van Congo geregeld worden.

België's eigen schuld zou desdoende alleen schijnbaar verhoogd en hare Kolonie zou, met duurzame krachten begiftigd, bij machte komen de groote werken van openbaar nut flink door te zetten en tevens de leeningen op korten termijn, waartoe zij genoopt geweest is hare toevlucht te nemen, te delgen ter ontlasting van de nationale markt.

Ons blijft nog over, Mijne Heeren, het derde deel uiteen te zetten van het plan dat samengevat is in het ontwerp van wet, hetwelk wij de eer hebben aan uwe beraadslagingen voor te leggen. Dat deel is niet het minst gewichtige. Wij meenen zelfs te mogen zeggen dat het, buiten de zoeven ontwikkelde beschouwingen, op zich zelf het denkbeeld zou wettigen van eene leeningverrichting om een belangrijk tegoed in buitenlandsche deviezen ter beschikking van het land te stellen:

Het voorbeeld van een bevriend land heeft ons doen zien wat zulk wapen tegen de drijerijen van kwaadwillige of gewetenlooze speculanten vermag, wanneer

het behendig gehanteerd wordt. De onweerswolken die dreigend boven ons hoofd en boven dat onzer naburen hingen, zijn voorbijgewaaid en, laat ons hopen, voor immer. Doch onze muntstandaard blijft niettemin onderhevig aan gedurige schommelingen, die niet in verhouding staan tot de werkelijke oorzaken die de innerlijke waarde er van kunnen beïnvloeden; doodende onzekerheid blijft loodzwaar drukken op de normale handels- en nijverheidsverrichtingen waarvoor de wisselkoers een niet uit te schakelen factor vertegenwoordigt.

Die stuipen doen afnemen, de gevolgdde kromme regelmatigere maten, geleidelijk streven naar den beteren toestand door de bewonderenswaardige inspanning onzer nijveraars, onzer arbeiders, onzer handelaars gebillijkt, ziedaar het doel dat geboden is voor allen die op het gezondblijven van onzen economischen stand te waken hebben.

Daarover is eene massa bedrijfsgeld wis en zeker niet toereikend; zij zou onuitputtelijk dienen te zijn. Het « zware vliegwiel van den wisselkoers » is maar een steunmiddel; in de uitwerking, waarop men mag rekenen, heeft de zedelijke invloed ongetwijfeld de bovenhand op de stoffelijke macht en per slot van rekening hangt de uitslag meer af van het verwezenlijken van de reeds zoo vaak omschreven hoofdvorwaarden: het werkelijk evenwicht van een rechtzinnige Begrooting, het beperken van de openbare leeningen uitsluitend tot de spoedeisende en rendeurende kapitaalsuitgaven, het terugstuwen van den vloed der leeningen op korten termijn, het onmeedoogend besnoeien der papierinflatie, het bezuinigen zooveel bij den Staat als bij de particulieren, de strijd der voortbrengers voor het verbeteren der economische balans.

De Regeering meent in gemoede het hare tot die gemeenschappelijke krachtsinspanning te moeten bijdragen. 't Is op haar werk dat het buitenland in de eerste plaats schouwt; is de opwelling van vertrouwen, in het aanbrengen van kapitalen tot uiting gebracht, daarvan niet het welsprekendste getuigenis?

De Bank van uitgifte speelt een niet minder gewichtige rol, haar toestand is als het weerglas voor de economische stemming. Tijdens de langdurige crisis die ons land komt te doorworstelen, is de Nationale Bank van België niet aan hare verheven taak te kort geschoten. Thans, nu de hemel opklaart, nu de hoopvolle teekens te voorschijn komen en talrijker worden heeft zij het geacht haar plicht te zijn, aan den Staat hare medewerking te verleenen in de nevensgeschikte doch ongetwijfeld afdoende werking die eene rijp overlegde en wel te stade gevoerde valutapolitiek op den algemeenen stand onzer markt kan uitoefenen.

Bij eene overeenkomst zal bepaald worden onder welke voorwaarden de Nationale Bank die opdracht, onder toezicht van den Minister van Financiën, zal waarnemen. Van stonden aan is de Nationale Bank besloten ruimschoots haar deel te nemen in de lasten der onderneming, niet alleen met de uitvoering der noodige verrichtingen kosteloos te vervullen, maar ook met de opbrengst van een gedeelte harer buitenlandsche portefeuille aan den Staat af te staan. De mogelijkheid is inderdaad niet uitgesloten dat de verrichtingen mogelijke offers van den Staat zullen vergen. Doch zulke offers zullen geenszins buiten verhouding staan tot de onschatbare voordeelen welke voor het gansche land, zelfs voor

de onderste schichten der bevolking, zonden volgen uit eene regularisatie van den wisselkoers, uit een blijvende verbetering van den Belgischen frank. Geen uitgave zal ooit beter bewust gedaan geweest zijn.

De spoed, dien het onderzoek van dit ontwerp van wet vergt, noopt er mij toe, Mijne Heeren, u te vragen de bespreking er van te willen afhandelen samen met die van de Begrooting van 's Lands Middelen over 't dienstjaar 1928.

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
G. THEUNIS.

6

3)

ANNEXE AU N° 64.

BIJLAGE VAN N° 64.

**Projet de loi concernant les emprunts
à l'étranger.**

**Ontwerp van Wet betreffende
de leeningen in den vreemde.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Conseil
des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté en Notre Nom aux Cham-
bres législatives par Notre Premier Mi-
nistre, Ministre des Finances.

ARTICLE PREMIER.

En attendant le placement de l'Em-
prunt à 6 % émis, conformément à la
loi du 27 mars 1924 par l'Association
Nationale des Industriels et des Com-
merçants pour la réparation des dom-
mages de guerre, le Gouvernement est
autorisé à mettre à la disposition de
cette Association un capital équivalent
à 50 % du ou des emprunts qu'il con-
tractera à l'étranger en vertu des lois
de Budget, sans que ce capital puisse
dépasser 50 millions de dollars ou leur
équivalent.

En représentation de cette avance,
l'Association remettra au Trésor une
valeur correspondante en obligations de
son dit Emprunt.

Les intérêts produits par ces obliga-

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minis-
terraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet, waarvan de
inhoud volgt, zal in Onzen Naam door
Onzen Eersten Minister, Minister van
Financiën, ter Wetgevende Kamers
ingediend worden.

EERSTE ARTIKEL.

In afwachting van de plaatsing van
de leening 6 t. h. door de Nationale
Vereeniging van Nijveraars en Hande-
laars voor het herstel der oorlogsschade,
uitgegeven overeenkomstig de wet van
27 Maart 1924, is de Regeering er toe
gemachtigd een kapitaal gelijk aan
50 t. h. van de leening of leeningen,
welke zij krachtens de Begrootings-
wetten in het buitenland zal aangaan,
ter beschikking te stellen van gemelde
Vereeniging, zonder dat dit kapitaal
echter 50 miljoen dollar of een daaraan
gelijke som mag overschrijden.

Ter vertegenwoordiging van dat voor-
schot, zal de Vereeniging een daarmee
overeenstemmend bedrag in obligaties
harer gezegde leening aan de Schatkist
afgeven.

De interesten door die obligaties op-

tions seront acquis au Trésor et versés au Budget des Voies et Moyens.

Le capital des obligations désignées au remboursement par les tirages sera versé en recette extraordinaire et comptera en déduction de l'avance.

Les obligations remises au Trésor pourront être réalisées, le produit des réalisations étant également versé en recette extraordinaire et compté en déduction de l'avance.

Une convention entre le Ministre des Finances et l'Association Nationale des Industriels et Commerçants réglera l'exécution du présent article.

ART. 2.

Le Gouvernement est autorisé à rétrocéder à la Colonie du Congo belge, à concurrence d'un capital de 25 millions de dollars au maximum, une partie du ou des emprunts visés à l'article premier.

Une convention entre le Ministre des Finances et le Ministre des Colonies réglera les conditions de l'opération et déterminera la charge incombant au Congo belge en raison de la quote-part qui lui aura été assignée. Une recette correspondante sera portée au Budget des Voies et Moyens, pour l'intérêt, et au Budget extraordinaire, pour les remboursements du capital.

ART. 3.

Les devises à provenir du ou des emprunts visés par la présente loi seront cédées ou remises à la Banque Nationale de Belgique.

gebracht, zullen aan de Schatkist vervallen en in de Begrooting van 's Lands Middelen gestort worden.

Het kapitaal van de obligaties door de trekkingen aangeduid om terugbetaald te worden, zal in buitengewone ontvangst gestort worden en gelden als afrekening op het voorschot.

De aan de Schatkist afgegeven obligaties mogen te gelde gemaakt worden; de opbrengst der tegeldemaking wordt insgelijks in buitengewone ontvangst gebracht en komt in mindering op het voorschot.

Eene overeenkomst tusschen den Minister van Financiën en de Nationale Vereeniging van Nijveraars en Handelaars zal de uitvoering van dit artikel regelen.

ART. 2.

De Regeering is er toe gemachtigd een deel van de onder artikel 1 bedoelde leening of leeningen, ten beloope van een kapitaal van hoogstens 25 miljoen dollar, aan de Kolonie van Belgisch Congo over te dragen.

Eene overeenkomst tusschen den Minister van Financiën en den Minister van Koloniën zal de voorwaarden regelen van de verrichting en den last bepalen welke op Belgisch Congo zal berusten ingevolge het hem toegekend deel. Eene daarmee overeenstemmende ontvangst zal, voor den interest, de Begrooting van 's Lands Middelen, en voor de terugbetalingen in kapitaal, de Buitengewone begrooting gebracht worden.

ART. 3.

De deviezen voort te komen van de bij deze wet bedoelde leening of leeningen zullen aan de Nationale Bank van België afgestaan of afgegeven worden.

Une convention à intervenir entre le Ministre des Finances et la Banque Nationale de Belgique règlera la gestion et la réalisation éventuelle des devises; cette gestion aura notamment pour objet de contribuer à la protection et à l'assainissement du franc belge. Les opérations seront soumises au contrôle du Ministre des Finances; les profits ou pertes éventuels en resteront au compte du Trésor.

Compte sera rendu aux Chambres.

ART. 4.

La présente loi sera obligatoire le jour de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 17 décembre 1924.

Eene overeenkomst tusschen den Minister van Financiën en de Nationale Bank van België zal het beheer en de gebeurlijke tegeldemaking der deviezen regelen; dat beheer zal inzonderheid de bescherming en de saneering van den Belgischen frank ten doel hebben. De verrichtingen zullen aan het toezicht van den Minister van Financiën onderworpen zijn; gebeurlijke winsten of verliezen zullen aan de Schatkist vervallen.

Rekening er van zal aan de Kamers gegeven worden.

ART. 4.

Deze wet wordt van kracht met ingang van den dag harer bekendmaking in den *Moniteur*.

Gegeven te Brussel, den 17ⁿ December 1924.

ALBERT

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.